**CONTRAT TYPE PORTANT SUR LES VACATIONS DE PROFESSIONNELS LIBERAUX**

**EN RENFORT AU SEIN DES ESMS**

Entre :

Raison sociale : *X*

Adresse : *X*

Numéro de téléphone : *X*

Mail : *X*

Numéro FINESS juridique : *X*

Numéro FINESS géographique : *X*

représenté par *X X X*,

D'une part,

*Et :*

*M X, désignée par le terme « professionnel de santé »,*

Adresse : *X*

Numéro de téléphone : *X*

Mail : *X*

Numéro RPPS : *X*

Numéro ADELI : *X*

D'autre part.

Vu la demande effectuée par mail en date du *X* par la direction de la structure à l’Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine ;

Vu l’avis favorable de l’ARS reçu par mail le *X*;

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le secteur du grand âge et de l’autonomie connaît des tensions fortes sur les ressources soignantes, liées aux vacances de postes conjuguées aux absences pour maladie et aux congés annuels.

Dans ce contexte, il émerge des besoins de renfort d’effectifs.

Pour répondre à ces besoins, plusieurs leviers internes et externes peuvent être activés par les structures.

Afin de maintenir la continuité de l’accompagnement et des soins dans les EHPAD (et les ESMS en général) et garantir la sécurité des résidents dans un contexte de pénurie de personnel, la possibilité, en cas de tensions particulières sur certains métiers ou structures, portant préjudice au secteur médico-social et à ses usagers, d’autoriser les établissements et services médico-sociaux à passer des contrats de vacation de gré à gré avec des professionnels de santé libéraux est maintenue.

**Article 1 : Objet du contrat**

Le présent contrat vise à favoriser et faciliter l’intervention des infirmiers au sein des établissements et services médico-sociaux (ESMS) / EHPAD *X*, en cas de tensions particulières sur certains métiers, portant préjudice au fonctionnement normal de la structure et à la prise en charge des usagers.

Les interventions des professionnels de santé prennent la forme de vacations et viennent renforcer les équipes soignantes et pallier l’indisponibilité du personnel habituel de la structure.

L’usage du dispositif doit être proportionné aux besoins de l’établissement.

**Article 2 : Engagement des parties**

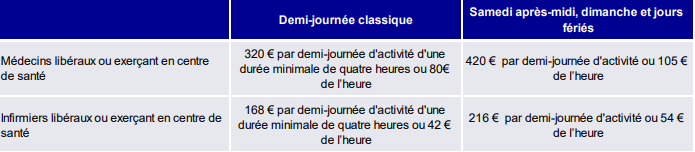
Le « professionnel de santé » s’engage à fournir les dates de ses interventions au directeur de la « structure » ainsi que toute information utile à la gestion de ces interventions. **La date retenue est le** *X***, de** *X* **et de** *X***.**

Le « professionnel de santé » s’engage à envoyer chaque semaine à la « structure » la facture précisant le volume horaire d’interventions effectuées sur la période sur laquelle elle porte.

Le « professionnel de santé » atteste de l’exactitude des informations renseignées sur la facture signée.

**Article 3 : Modalités de financement des vacations**

Le « professionnel de santé » est rémunéré par la « structure » par référence au montant des rémunérations forfaitaires des professionnels de santé libéraux en centre de vaccination applicable à compter du 8 novembre 2021 (DGS-URGENT N°2021\_113 Ajustement des rémunérations des effecteurs dans les centres de vaccination »



La « structure » transmet le montant des rémunérations à l’Agence régionale de santé.

La rémunération au titre du contrat est exclusive de toute cotation à l’acte. Le « professionnel de santé » ne procède à aucune facturation sur la carte vitale du résident.

**Article 4 : Communication du contrat**

Une copie du contrat est transmise à l’Agence régionale de santé qui l’autorise avant signatures par les parties.

Le directeur de la « structure » s’engage à établir un tableau de recensement des vacations effectuées par chaque « professionnel de santé » avec leurs dates d’interventions et à adresser un récapitulatif de la rémunération du professionnel de santé à l’Agence régionale de santé.

**Article 5 : Durée du contrat**

Le présent contrat est applicable à compter de la date de sa signature par les parties.

**Article 6 : Résiliation du contrat**

Le présent contrat peut être résilié à tout moment et sans préavis.

Il peut prendre fin notamment en cas de non-respect des différents articles du présent contrat, ou à la demande de l’une des parties prenantes du contrat.

Fait à *X*, le *X*

(en 4 exemplaires originaux)

Signataires :

Directeur de l’ESMS Professionnel libéral

*X X X X* *X X X X*